

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. FOURNIER DE FLAIX

Le problème monétaire. Cinquième partie. Lutte de l'argent contre l'or (suite)

Journal de la société statistique de Paris, tome 38 (1897), p. 90-98

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1897__38__90_0

© Société de statistique de Paris, 1897, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV.

LE PROBLÈME MONÉTAIRE. (*Suite* [1])

CINQUIÈME PARTIE.

Lutte de l'argent contre l'or.

CHAPITRE SIXIÈME.

La crise de l'argent aux États-Unis.

L'once d'argent en barres lui revient en moyenne à 92.44 cents ; elle vaut actuellement 59.50 cents, ce qui fait une perte de 32.94 cents par once, perte d'autant plus réelle que le Trésor a émis, en paiement de cet argent en barres, des billets de banque dits *Silver certificates* dont il y a actuellement pour 152 millions 923,270 dollars en circulation. De sorte que, au lieu d'un bénéfice de 55 millions 156,681 dollars, comme le dit le projet de M. Bland, c'est une perte de 46 millions 346,500 dollars que subit en ce moment le Trésor.

Le parti de M. Cleveland était déjà pris. Il opposa son veto sur-le-champ, bien qu'une partie des amis ou partisans, qui l'avaient porté au fauteuil, eussent voté le bill et qu'il existait déjà, dans le grand public américain, toujours oscillant et remis des émotions immédiates de la dernière crise, un courant contraire à sa politique. La puissance et l'élasticité de la constitution des États-Unis se manifestaient ainsi. Au surplus, dans les quelques mois qui allaient suivre, elles devaient apparaître en caractères plus éclatants encore. Le veto du président fut expliqué dans un long message qui restera un document important dans cette lutte si curieuse. Après avoir critiqué la forme du bill et son esprit, mis en évidence que ce bill rouvrirait la crise dont on était si péniblement sorti, le message insistait sur la nécessité de maintenir la parité entre l'or et l'argent et de garder à chaque dollar, en tout temps, sa même valeur sur les marchés et dans le paiement des dettes. Cette nécessité a été reconnue par les deux partis politiques qui divisent le pays et se trouve

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris* : 1886, p. 281 ; — 1887, p. 43 et 99 ; — 1889, p. 217 ; — 1891, p. 261 ; — 1895, p. 20 et 371 ; — 1897, p. 17.

inscrite dans les lois de la fédération. Le bill autorise l'émission de certificats d'argent si le Trésor a besoin de fonds avant que les lingots puissent être monnayés. Les récents débats qui ont eu lieu au Congrès ont révélé les différences d'opinion qui existent à l'égard de l'objet et de la portée de cette autorisation.

Tout en appuyant son opposition sur ces raisons, le Président ajoutait qu'il n'était pas d'avis d'admettre une plus grande quantité d'argent dans la circulation à moins de constituer en même temps une réserve d'or suffisante. Il était convaincu que le résultat final du projet de loi auquel il refusait sa sanction serait de remplacer les billets du Trésor (*Treasury notes*) remboursables en or ou en argent par des billets d'argent qui n'ont pas cette faculté. Il résulterait de cet état de choses une augmentation de la monnaie d'argent et une réduction correspondante de l'or du Trésor.

M. Cleveland, passant en revue les conditions financières du pays, faisait remarquer que celui-ci avait alors plus de 338 millions de dollars de certificats d'argent servant de monnaie. Une réserve d'or dépassant à peine 100 millions garantissait le remboursement de 346 millions de billets de l'État. Donc, il fallait renforcer et non affaiblir cette réserve d'or. Le secrétaire du Trésor devrait être investi de plus de pouvoirs au sujet de l'émission d'obligations destinées à la protéger. L'État pourrait profiter de ses droits de seigneurage s'il avait la faculté d'émettre des obligations produisant un intérêt peu élevé. Celles-ci prendraient la place de celles existant et conviendraient mieux pour maintenir la réserve. Le Président terminait en exprimant l'espoir de voir bientôt les affaires monétaires réglées de façon à donner à l'argent la place qui lui revient, sans amener des pertes à l'intérieur ni détruire la confiance à l'étranger.

Reporté devant les représentants, le bill n'obtint que 146 oui contre 116 non, c'est-à-dire moins des deux tiers. Le bill était rejeté (*lost*). En réponse au veto présidentiel, le sénateur Stewart présenta au Congrès un nouveau projet de loi sur le *Free coinage* ou la frappe libre de l'argent. Le sénateur Lodge, du Massachusetts, y joignit un projet de résolution invitant le gouvernement à négocier avec le Mexique pour obtenir l'autorisation de frapper en dollars américains, aux Hôtels de monnaies des États-Unis, l'argent en barres américain. Le projet fut acclamé par le Sénat.

D'autres difficultés s'annonçaient ; des élections partielles annonçaient un notable changement dans l'opinion. Dans l'Ohio, M. Mac Kinley revenait au pouvoir ; dans la Pensylvanie les démocrates le perdaient.

Quelques-uns des hommes les plus considérables des deux Chambres avaient fait les efforts les plus énergiques auprès du président pour le détourner d'opposer son veto. M. Crisp, *speaker* de la Chambre, M. Gresham, secrétaire d'État, M. Hoke Smith, secrétaire de l'intérieur, MM. Faulkner, Voorhees, Palmer, sénateurs, MM. Catchings et Patterson, représentants, avaient particulièrement insisté sur la nécessité d'une concession, si l'on voulait éviter un désastre au parti démocrate. Ils avaient soutenu que ce serait un moyen d'éviter aux démocrates, dans le sud et dans l'ouest, de grandes difficultés et de tirer d'embarras les démocrates dévoués au gouvernement de M. Cleveland qui, tout en représentant des circonscriptions où l'on produit de l'argent, ont voté l'abrogation de la loi Sherman. M. Gresham avait appuyé sur ce point que le président devait bien cela aux démocrates de l'Indiana, de l'Illinois et des États du sud qui, au risque de perdre la confiance de leurs élec-

teurs, avaient contribué à l'abrogation de la loi Sherman sur les achats obligatoires d'argent en barres par le Trésor.

Mais le président resta inébranlable. Et les événements, des événements de toute sorte, qui devaient se succéder pendant près de 18 mois, allaient donner raison à sa perspicacité, en même temps que montrer toute l'énergie de son beau caractère.

XI. *Les vagabonds coxeyistes et leur programme monétaire.* — Au milieu des incidents de cette lutte, on apprenait vers la fin de mars et dans le courant d'avril que quelques meneurs, inconnus la veille, avaient réussi à former, dans certains États, les plus reculés et les plus visités par les aventuriers de l'ouest, des bandes de compagnons ou *tramps*, cherchant fortune, demandant, exigeant, prenant par force trains et accessoires, asile et tous objets dont ils avaient envie. Comme la misère de ces compagnons était grande, ils obtinrent d'abord un certain accueil dans le Montana, l'Idaho, le Nébraska, de la part de populations peu difficiles et mécontentes de tout, en particulier de la direction de la politique à Washington. Bientôt ces bandes se grossirent de tous les batteurs d'estrade de l'ouest, des mineurs en détresse ou expulsés, congédiés, des joueurs décaqués, du public interlope du Colorado, du Montana. Elles circulaient à pied, les chefs en bicyclette. Plus hardies parce qu'elles se sentaient plus fortes, elles s'attaquèrent aux gares et s'emparèrent des trains. Dans le Missouri, le Colorado, le Kansas, les gouverneurs durent prendre des précautions. On compta jusqu'à sept de ces bandes. La première s'était formée à Los Angeles, en Californie ; une seconde dans le Colorado ; une troisième dans le Montana, une autre dans l'Orégon ! Chacune avait un chef particulier, mais tous les chefs suivaient les ordres d'un certain Jacob Selcher Coxey, ancien maquignon, qui s'intitulait Pontife de la République du Christ. Bientôt les bandes traversèrent l'Indiana, l'Ohio et parvinrent jusqu'à Washington. Elles s'installèrent sur les degrés du palais du Congrès où la police et l'armée les dispersèrent. Elles n'opposèrent aucune résistance. Elles étaient, en général, composées de socialistes exaltés, d'anarchistes, de *populists*, de grévistes, d'aventuriers de tout acabit, de tous les résidus qui commencent à se produire dans la colonisation américaine (1). Coxey avait rédigé leur programme, programme qui reflète certainement une partie des idées et des chimères des bas-fonds du peuple américain et les desiderata de bien des *farmers* désabusés et peu satisfaits. Ce programme est en rapport direct avec les théories du parti *populist* américain et avec les plans de M. Peffer, que nous avons analysés plus haut. Il jette une vive lumière sur les difficultés monétaires des Américains.

« La constitution de la nouvelle communauté (*common Wealth*) ne peut accepter
« les maux d'une concurrence meurtrière ; la substitution des machines au travail
« humain, les flots des immigrants de l'ancien monde, la malédiction des landlords
« étrangers, l'exploitation par rente, profit, intérêt des produits du sol qui a cen-
« tralisé la richesse de la nation dans les mains de quelques-uns et abandonné les
« autres à un dénûment sans espérance. Pourquoi celui qui produit est-il affamé ?
« Pourquoi celui qui fabrique des vêtements est-il déguenillé ? Pourquoi celui qui

(1) Voir un excellent article du Major général O. Otis Howard, *North American Review*, juin 1894, et un de M. Byrnes, chef de police de New-York.

« bâti des palais est-il sans asile ? Comment se fait-il que ceux qui opèrent le
« travail de la nation n'aient à choisir qu'entre la mendicité, le crime et le suicide
« au milieu d'un peuple qui possède un territoire assez riche pour nourrir et vêtir
« le genre humain, assez de matériaux pour élever, à tous, des palais et qui, avec
« une force mécanique égale à 40 milliards d'hommes, n'en a à nourrir, à vêtir
« et à loger que 65 millions ? Il y a donc quelque chose à faire et à faire sans
« retard pour échapper au sort d'une civilisation condamnée. C'est pourquoi,
« nous, patriotes américains, nous nous sommes organisés nous-mêmes en armée
« industrielle dans le but de centraliser tous les citoyens américains sans emploi
« au siège fédéral du gouvernement, à Washington, pour concourir à nourrir,
« vêtir, loger les pauvres du peuple, et pour y parvenir, nous demandons au gou-

« vernement :

« 1° D'interdire l'immigration pendant 10 ans ;

« 2° D'interdire l'achat par un étranger d'aucune partie du territoire des États-
« Unis ;

« 3° De supprimer l'intérêt des bons du Trésor ;

« 4° D'émettre, à concurrence de 500,000,000 de dollars, un papier-monnaie
« non remboursable ;

« 5° D'autoriser toutes les municipalités des États-Unis à émettre également des
« bons du Trésor fédéral ne portant pas intérêt, dont on rembourserait 4 p. 100
« chaque année ;

« 6° D'employer les revenus publics à construire des routes, à concurrence de
« 20 millions de dollars par mois, sous la direction du ministre de la guerre ;

« 7° De répartir les gens sans emploi sur des fermes qui leur seraient attribuées ;

« 8° De modifier la constitution fédérale de manière à faire reconnaître le droit
« de chacun au travail ;

« 9° D'abolir l'intérêt dans tous les engagements ;

« 10° De nationaliser les chemins de fer, les mines, les télégraphes, les télépho-
« nes, les routes ;

« 11° D'employer sur-le-champ tous les gens sans emploi à construire des rou-
« tes ;

« 12° De livrer à ceux qui sont disposés à la cultiver toute terre inculte. »

Si on se reporte au programme de M. Peffer en concordance avec celui des *Knights of labor* et du parti *populist* américain, on est obligé de reconnaître que ce programme des *tramps*, rédigé par Coxey et autres chefs de bandes, est à l'unisson avec les plaintes, les espérances, les poursuites d'une foule d'électeurs ou agitateurs, aventuriers, aux États-Unis, même avec les agissements de plusieurs hommes politiques, spécialement avec les théories et les projets des grandes associations politiques américaines, les Chevaliers du Travail et les Granges de l'agriculture (1). Il faut donc en tenir compte.

XII. *La grève de Chicago*. — Cette grève mémorable éclata peu de semaines après la dispersion des *tramps*, qui y prirent une part active et lui imprimèrent le caractère de violence qui exigea l'intervention immédiate de l'armée et du président

(1) Sur les Granges et les Chevaliers du Travail (*Knights of labor*), voir l'*Économiste français*, 1893, 2^e volume, pages 103 à 166.

des États-Unis. Les Chevaliers du Travail, l'*Union des ouvriers des chemins de fer américains*, donnèrent à la grève un concours entier et public.

Les grévistes, après s'être rendus maîtres des 14 lignes de voies ferrées qui aboutissent à Chicago, ne reculèrent que devant l'artillerie. Ils n'eurent pas le temps de formuler et de publier de programme, mais la plupart partageaient l'ensemble des aspirations des *tramps*, aspirations spéciales au milieu américain. Il ne faut pas les confondre avec les menées des socialistes ou des anarchistes d'Europe. Ils ne se proposent nullement de tout détruire comme ceux-ci, ou de faire le bonheur du genre humain comme ceux-là. Ils n'ont en vue que les Américains, mais ils ont, quant aux États-Unis, un idéal monétaire, foncier, agricole, industriel, commercial *ad hoc*. Dans cet idéal, l'accroissement de la monnaie joue un rôle de premier ordre. Le papier non remboursable doit suffire au bonheur de l'humanité.

XIII. *Mouvement de réaction contre la politique du président Cleveland.* — Un certain calme suivit la répression du vagabondage des *tramps* et de la grève de Chicago. Le Congrès entra en vacances ; les agitations se calmèrent un moment, mais elles reprirent dès le mois de novembre à propos des élections d'une partie de la Chambre des représentants. Les démocrates, tout en conservant la majorité, perdirent une partie de leurs sièges ; ils y furent réduits au tiers des voix. Les électeurs protestaient surtout contre le rétablissement de l'*income-tax*, conséquence de la diminution des tarifs douaniers. L'impôt sur le revenu n'a jamais été que difficilement supporté par les Américains. L'une des conséquences de la réapparition de l'*income-tax* fut de renforcer dans l'esprit des Américains l'idée que l'on pouvait trouver dans la *Currency*, perpétuel objet de leurs sollicitudes, un moyen de trouver des ressources financières au Trésor, de même qu'un agent de hausse pour les prix. Le gouvernement de M. Cleveland eut lui-même à tenir compte de ces dispositions et à s'y prêter dans la mesure du strict nécessaire. Aussi, dès qu'au mois de mars 1895 la Cour suprême des États-Unis eut déclaré inconstitutionnelles plusieurs dispositions de la loi sur l'*income-tax*, notamment la clause qui n'exigeait la taxe que des contribuables ayant plus de 4,000 dollars de revenus, ce mouvement de réaction s'arrêta (1).

XIV. *Nouveaux projets de réforme de la circulation fiduciaire (Currency).* — C'est en vue de favoriser ces réformes que se réunit, le 10 octobre 1894, à Baltimore (Maryland), le Congrès annuel de la puissante association des *Bankers of America* comptant plus de 1,800 adhérents dans le milieu des *national banks*, des *State banks* et des *private banks* des États-Unis. Les séances du Congrès ont été presque exclusivement employées à la discussion de deux propositions sur la réforme du régime des *banks* de circulation et de la circulation fiduciaire elle-même. Contrairement à différentes opinions, colportées sur le système des banques aux États-Unis, tel qu'il est sorti des lois rendues pendant la guerre de la Sécession et des quelques modifications qui y ont été apportées depuis, ce système a rendu

(1) Cette décision de la Cour suprême a une double importance : 1° au point de vue politique, elle montre comment fonctionnent les institutions américaines ; l'immense influence de la Cour suprême est le fondement même de la constitution fédérale ; 2° au point de vue financier elle a aggravé les difficultés auxquelles le président Cleveland doit faire face.

les plus grands services. On comptait en octobre 1894, aux États-Unis : 3,781 *national banks*, 4,359 *State banks*, 846 *private banks*, 228 *trusts* et 1,039 *saving banks*, ayant à leur disposition plus de 18 milliards de francs de dépôts. Mais, organisées pour favoriser les affaires réelles, ces banques, répondant de capitaux colossaux, ne se prêtent pas aux spéculations ni aux oscillations du crédit ; elles gèrent d'immenses intérêts et s'y consacrent entièrement. La manipulation des économies habituelles du pays leur suffit. Elles évitent, avec un soin sévère, les affaires aléatoires, celles précisément des faiseurs, des entrepreneurs de toute sorte, qui trouvent toujours le crédit insuffisant ; elles ont une tendance notoire à restreindre leur circulation fiduciaire, afin d'amoindrir leurs risques. Aux États-Unis, les risques sont très lourds.

Aussi peu à peu et quels qu'aient été les services rendus par ce système, des critiques se sont produites : 1° les banques d'États (*State banks*) se sont plaintes de la rigueur des charges qui leur étaient imposées pour avoir la faculté d'émettre des billets au porteur, d'autant plus que leur nombre et leur importance ont beaucoup augmenté ; 2° les *national banks* ont trouvé à se procurer moins facilement des *bonds* fédéraux ou des rentes fédérales parce que, depuis la paix, des amortissements énormes ont raréfié les titres ; en outre le taux de l'intérêt de ces titres ayant été abaissé, le bénéfice des banques, auquel cet intérêt a été réservé, s'est amoindri ; par suite elles n'ont pas cherché à développer leur circulation ; 3° le public des affaires a été ainsi amené à s'imaginer que la circulation fiduciaire manquait d'élasticité, qu'elle ne correspondait pas aux véritables besoins des affaires ; 4° les *Silvermen*, partisans de la libre frappe de l'argent, ont abondé dans ce sens dans l'espoir d'amener une réaction en faveur de leurs idées ; 5° enfin, d'une manière générale, on peut affirmer que tout ce qui peut augmenter la circulation est bien vu aux États-Unis, parce que l'opinion est convaincue que la quantité de la monnaie, quelle que soit sa qualité, exerce une influence avantageuse sur les prix et sur la prospérité générale. Il n'y a toutefois pas de pays, à raison des *clearing houses*, où la fonction de la monnaie (circulation fiduciaire ou monétaire), soit en fait plus modique et plus restreinte relativement qu'aux États-Unis ; mais tout en favorisant cette restriction par le jeu même de leurs instruments monétaires, les Américains entendent se procurer ceux de l'*inflation*. Au nombre de ces instruments monétaires figurent les *silver certificates*, délivrés par le Trésor en représentation des dépôts d'argent. L'argent *silver* ne circule pas aux États-Unis ; personne ne se soucie de s'en encombrer et d'en courir les risques ; mais tout le monde accepte les *silver certificates*. Ces diverses raisons ont donné une réelle importance au mouvement d'opinion en faveur de la réforme du régime de la circulation fiduciaire aux États-Unis.

Le premier plan soumis à l'examen du Congrès a été celui de M. Bradford Rhodes, de New-York, directeur du *Rhodes journal Banking* qui s'est fusionné avec le *Banker's magazine* américain, et qui date de 22 ans. D'après ce plan, les *national banks* auraient pu émettre des billets au porteur à concurrence de 90 p. 100 de leur capital en remplaçant, comme garantie de leur circulation, les *bonds* fédéraux par les *greenbacks*, les billets du Trésor émis en 1890 et les *silver certificates*. Les *State banks* auraient eu la même faculté. M. Rhodes estimait que les *national banks* pourraient absorber 585 millions de dollars de ces titres et les *State banks* 270 millions, de dollars, en tout 850 millions de dollars, soit

4,275 millions de francs, et qu'il serait resté au Trésor fédéral 211,647,646 dollars de *notes* et *greenbacks* qu'il aurait maintenus dans la circulation. La circulation fiduciaire se serait composée de 4,275 millions de francs entretenus par les banques et 1,058,238,230 francs par le Trésor fédéral, ensemble 5,333,238,270 fr. ce qui ne serait pas exagéré pour une population de 67 à 68 millions et un territoire 17 fois grand comme la France, sous la réserve du fonctionnement des *clearing houses*. Le vice évident de ce plan était de préparer les voies à de nouveaux achats d'argent par le Trésor. Il était clair, en effet, qu'aussitôt que les banques eussent absorbé les *silver certificates* en cours, on se serait empressé d'en imposer d'autres au Trésor. Aussi, après un examen rapide, ce premier plan a été délaissé.

Le second plan avait un caractère plus général. Il a eu pour auteur M. Holmer, président de la seconde banque nationale de Baltimore : 1° toute banque aura le droit d'émettre des billets au porteur à concurrence de 50 p. 100 de son capital, moyennant une taxe de un et demi p. 100 par an sur la circulation moyenne de l'année et à concurrence de 25 p. 100 en sus moyennant cette taxe de un et demi p. 100 et une taxe supplémentaire ; 2° cette seconde taxe servira à constituer un fonds de garantie au moyen également d'un prélèvement de 2 p. 100 sur la moyenne de la circulation de la première année, le tout de manière à ce que ce fonds représente 5 p. 100 de la circulation moyenne ; 3° il sera, en outre, formé un fonds de rédemption au moyen d'un prélèvement de 5 p. 100 sur le montant de la circulation de la première année ; 4° moyennant le fonds de garantie et le privilège sur l'actif des banques, le Trésor sera responsable de l'entière circulation et remboursera les billets des banques en liquidation ; 5° le fonds de garantie ne servira qu'au remboursement des billets ; 6° le Trésor jouira d'un privilège complet sur le fonds de garantie et sur l'actif des banques, y compris la responsabilité des actionnaires pour le couvrir des billets remboursés.

Appuyé par M. Hepburn, ancien contrôleur de la circulation, ce plan a été adopté après une courte discussion. Il a le grand avantage de ne pas se confondre avec les questions monétaires mêmes qui divisent tant en ce moment les esprits aux États-Unis. Il a été emprunté à peu près à la constitution des banques au Canada. Il pourra convenir à des temps ordinaires, mais en temps de crise, il peut exposer le Trésor fédéral à de graves embarras et même à de lourdes pertes. M. Hepburn, à l'appui de son opinion favorable, a dit que, depuis 1864, la perte sur la circulation des banques nationales n'avait été que de 15,343,083 dollars et qu'une taxe de 1.50 p. 100 y aurait fait face. On doit remarquer qu'il supprime le privilège des *national banks* indirectement, car il est bien certain que les *State banks*, n'ayant plus à opérer les achats de fonds fédéraux, se placeront sous le régime des *national banks*.

D'après les relevés faits au 2 octobre 1894, le capital des *national banks* s'élevait à 668,861,847 dollars ; 50 p. 100 de ce capital donnerait 334,430,823 dollars, chiffre qui pourrait être porté à 501,646,234 avec les 25 p. 100 de surplus ou *Emergency circulation*. Quant aux *State banks*, leur capital au 12 juillet 1893 représentait 250,767,799 dollars, sur lequel 50 p. 100 donneraient 125,383,899 dollars et 75 p. 100, 188,075,898 dollars.

Par suite, la circulation normale des banques, d'après leur capital actuel, serait de 459,814,722 dollars, soit en francs 2,299 millions, et leur circulation extraordinaire de 229,907,410 dollars, ensemble 689,722,132 dollars, soit en francs

3,450 millions. Au 20 octobre 1894, la circulation seule des banques nationales était de 179,412,965 dollars, en francs 897 millions. Il y aurait donc une augmentation normale immense et une augmentation extraordinaire gigantesque.

Les États-Unis retourneraient certainement au régime du papier-monnaie d'autant plus que, d'après ce plan, les fonds du Trésor, servant de garantie à la circulation actuelle des banques, deviendraient libres et entreraient dans la circulation générale des États-Unis, en même temps que le Trésor fédéral y maintiendrait : 1° *greenbacks* ; 2° *notes* du Trésor ; 3° *silver certificates*, mentionnés plus haut et faisant un ensemble de 4,177 millions de francs.

La circulation fiduciaire des États-Unis, à titre normal, serait de $4,177 + 2,299$ millions, ensemble 6,476 millions de francs, et à titre extraordinaire $6,476 + 1,151 = 7,627$ millions de francs. L'accroissement normal sur l'état actuel serait de 1,405 millions de francs et l'accroissement normal et extraordinaire de 2,094 millions de francs.

Le plan de M. Rhodes limite tout autrement cet accroissement de papier ; mais il a le défaut de se prêter à l'accroissement de l'argent.

Il faut renoncer à la circulation extraordinaire de 25 p. 100 et se contenter de la première partie du plan de Baltimore ; une augmentation de 1,405 millions de francs de papier est déjà quelque chose. D'autre part, il ne faut pas oublier que les Américains recherchent bien moins d'accroître les moyens de la circulation que de provoquer une hausse factice des prix. Ne pouvant demander cette hausse à l'argent, ils la demandent au papier. C'est, au fond, le même courant d'opinion (1).

A ces deux plans, le gouvernement du président Cleveland en a opposé un troisième qui a été formulé par M. Carlisle, secrétaire d'État des finances, dans son rapport annuel sur la situation financière, et recommandé par M. Cleveland dans son message du 3 décembre 1894. M. Cleveland insiste sur la nécessité d'améliorer l'élasticité de la circulation fiduciaire (2). Tout en adoptant le principe du Congrès de Baltimore, M. Carlisle modifiait profondément le plan de M. Holmer. Il empruntait à ce plan les conditions d'élargissement de la circulation qui pourra s'élever à 50 ou 75 p. 100 du capital ; mais il maintenait encore pour les banques, tout en la diminuant, la garantie des *bonds* fédéraux ; cette garantie était réduite à 30 p. 100 du montant de l'émission. Par contre, il n'était levé qu'une légère taxe annuelle, destinée à constituer un fonds de garantie. Le maintien de la garantie formait un premier changement restrictif important. Il y en avait un autre. La garantie générale du Trésor, qui doit tenir, en effet, à se dégager de tous les engagements sous le poids desquels il succombe, disparaissait ; elle était remplacée par la solidarisation de toutes les banques de circulation entre lesquelles les pertes auraient été réparties (3). Ce troisième plan fut seul soumis à l'examen du Congrès de Washington. Il lui a été fait un accueil si peu sympathique que les autres sont restés à l'état de simples projets. Divers autres plans ont surgi : l'un d'eux, émané de M. Eckels, comptable de la circulation ; mais tous ont également sombré (4)

(1) *Banker's magazine*, novembre 1894. *Revue des Banques*, décembre 1894.

(2) *Rhodes banking Journal*, février 1895, page 167.

(3) *Banker's magazine*, décembre 1894, page 8 : on y trouve les textes comparés du plan de Baltimore et du plan Carlisle, et janvier 1895 : discussion de ce dernier plan, pages 159 et 250.

(4) *Rhodes banking Journal*, mars 1895, page 318.

quant à présent. Les banques rendent les plus notables services aux Américains économes, sérieux, au courant des affaires; mais elles sont vues avec déplaisir par la masse flottante d'individus, la plupart électeurs, en quête d'affaires, de spéculations et de perpétuelle inflation des prix (1). En outre, tous les projets relatifs aux banques ont pour adversaires implacables les *Silvermen* et les *Silveristes*, qui savent qu'ils n'ont rien à en attendre.

Les aventures monétaires, en effet, n'ont pas de meilleurs freins que les banques. Disposant de capitaux dont nous n'avons qu'une médiocre idée en Europe, les banques américaines redoutent les risques auxquels les exposerait la moindre incertitude dans la stabilité monétaire. Elles n'ont nullement besoin pour se procurer des ressources d'avoir recours à des émissions aléatoires. Aussi font-elles un usage très modéré de leur droit d'émission. On a calculé qu'elles pourraient actuellement tripler leurs émissions qui ne dépassaient pas au 30 juin 207 millions de dollars (2). Aussi l'un des correspondants du *Times* aux États-Unis lui écrivait-il (décembre 1894) que beaucoup d'Américains préféreraient la ruine de la Confédération à l'accroissement de l'élasticité des émissions des *national banks* (3). D'autres, au contraire, les accusent de créer la famine de la circulation, la disparition du crédit; et ils en concluent que le système des *national banks* a été une *failure* complète (4). Il existe donc, aux États-Unis, deux courants bien tranchés en fait de circulation fiduciaire, de même qu'en fait de circulation monétaire, le courant de la banque, du commerce, des entreprises sérieuses demandant une monnaie loyale et une circulation fiduciaire garantie, et le courant de la spéculation pour lequel la monnaie n'étant qu'un instrument d'affaires aléatoires doit être, métal ou papier, en aussi grande quantité que possible.

Ces questions ont été débattues, pendant le cours de 1895, dans les congrès des nombreuses associations des banquiers des États — notamment aux congrès de Chicago et de New-York. En général le premier courant y a prévalu — mais plus d'un orateur s'est montré favorable au second. Et bien rarement les votes des congrès particuliers ont présenté la précision, la netteté et la portée de celui de Baltimore, principalement sur le chef de la fonction monétaire de l'argent et sur la possibilité, presque sur le devoir du gouvernement de maintenir entre l'or et l'argent un rapport de valeur, en dehors des conditions du marché (5).

(A suivre.)

E. FOURNIER DE FLAIX.

(1) M. Reed (*North American Review*, août 1895) a relevé le fait que de 341 millions de dollars en 1873 la circulation des *national banks* est tombée à 208 depuis.

(2) *Rhodes banking Journal*, août 1895, pages 129-131.

(3) *Économiste français*, 14 décembre 1894.

(4) *Rhodes Journal*, avril 1895, page 329; a currency plan for preventing panics Rhode, septembre 1895, page 277.

(5) *Floride Rhodes Journal*, février 1895, New-York, avril; Chicago, mai; Texas, Kansas, Mississipi, Utah, juin.
